

Compte-rendu de l'Assemblée Générale de l'Union départementale des D.D.E.N

Samedi 22 janvier 2022 à Port-Sainte-Marie

DDEN présents et excusés avec pouvoir (4) : 26

Invités présents : M. Jacques LARROY, maire – Mme Françoise LAURENT, représentant Mme La Présidente du CD 47 – Priscilla N GUYEN VAN et Michel LAURENT pour La Ligue de l'Enseignement

Invités excusés : Monsieur LEMOINE, IA-Dasen – Mme KUBECK, IEN de la circonscription de Nérac - Monsieur BOUSQUIER, conseiller départemental du canton de Prayssas.

Les conditions sanitaires du moment n'ont pas facilité la participation.

Ouverture de l'Assemblée à 9 heures 15 par Christine FOMPUDIE,
présidente de la délégation de Nérac

I. Interventions

* Monsieur le Maire accueille des participants et présentation la commune de Port-Sainte-Marie à l'aide d'une vidéo.

* Madame Françoise LAURENT représente Mme BORDERIE, Présidente du Conseil Départemental. Elle souligne l'importance du thème de la Laïcité au Conseil départemental et présente quelques projets du Conseil départemental comme le budget participatif citoyen.

II. Rapports et votes

* Le rapport moral est présenté par Christiane LAFAYE présidente par intérim de l'Union départementale des D.D.E.N.

* Le rapport d'activités est présenté par Michèle STEPHANUS, secrétaire.

* Le rapport financier est présenté par Anne-Marie Lubin, vice-présidente en remplacement d'Alain SLANOSKI (trésorier excusé).

Les trois rapports sont votés l'un après l'autre, à l'unanimité.

III. Élection au conseil d'administration

Dix sièges sont à pourvoir du fait des démissions et du renouvellement du 1^{er} tiers.

3 membres renouvellent leur mandat : Corinne ARIES – Christiane LAFAYE – Anne-Marie LUBIN

3 membres ont fait acte de candidature : Michèle BADIE – Nathalie FAIVRE – Christine FOMPUDIE

Avant de passer au vote la présidente demande si des personnes seraient volontaires. Frédéric GIRAUD accepte de se présenter.

Il y a donc 7 membres à élire. Le vote est organisé par bulletin secret.

Seules les personnes ayant réglé leur cotisation en 2021 peuvent prendre part au vote, soit 19 personnes.

Le dépouillement des bulletins donnent le résultat suivant : les 7 candidats reçoivent chacun 19 voix et sont donc élus à l'unanimité.

Le conseil d'administration se composera de 18 membres (au lieu des 21 prévus dans les statuts).

IV. Intervention de Monsieur Eddy KHALDI sur le thème de la Laïcité

Préambule

- Cette période a été très perturbée mais la communication s'est maintenue entre le niveau national et les Unions locales grâce aux Lettres et aux Circulaires.
- Malgré les demandes de report du renouvellement quadriennal, il a été imposé par l'Institution en septembre 2021 et cela a entraîné une perte d'adhérents. L'Institution ne soutient pas les D.D.E.N. et a baissé la subvention nationale de moitié (5000 euros au lieu de 10 000).
- Depuis 1870, dans les départements du Concordat (Haut-Rhin, Bas-Rhin et Moselle) il n'y a aucun D.D.E.N. - Leur présence est maintenant reconnue. Mais seul le Haut-Rhin respecte cette loi. Des recours ont été adressés aux ministères concernés pour les deux autres départements.
- Des difficultés sérieuses avec certaines Unions notamment à Marseille et dans les Bouches- du- Rhône où des activités existent sans rapport avec les missions des D.D.E.N. Les tribunaux ont statué pour restaurer la prévalence de la Fédération.
- Une commission est mise en place pour réviser les statuts.
- L'enquête sur le climat scolaire et la violence à l'initiative des DDEN est maintenant terminée et ses conclusions sont à disposition des Unions.
- Deux concours fédéraux existent : « Les écoles fleuries » (existe depuis 60 ans) et « Se construire citoyen »
- Mettre des actions en place en vue des élections présidentielle et législatives pour se faire connaître.
- Nécessité pour chaque D.D.E.N d'essayer de recruter (matériel d'information disponible).
- Projet de collecte des rapports de visites d'école et de synthèse.
- La Fédération réfléchit à une défiscalisation des cotisations (moins 66%).

La Laïcité

Principe né en 1906 et autrefois univoque - Loi de séparation de l'église et de l'État (articles 1 et 2) - mais aujourd'hui il est devenu multivoque. Il est inscrit dans la Constitution mais les interprétations en sont différentes et il est parfois instrumentalisé. **La Constitution ne reconnaît que des citoyens, pas des communautés.**

- L'article 1 de la loi donne le primat à la « liberté de conscience » ; est garanti « l'exercice des cultes dans le respect de l'ordre public ». C'est donc une loi de liberté et pas liberticide.
- L'article 2 : « La Loi ne subventionne aucun culte ».

Nos institutions sont responsables des dérives car il aurait fallu définir le principe de laïcité institutionnellement. En 1985, s'est posé la question du financement public des écoles privées, question qui a été abandonnée par le service public.

Laïcité et séparatisme sont à géographie variable d'où les distorsions et appropriations fausses de la laïcité. Il faut être sans religion pour garantir la liberté de conscience des citoyens. **La République assure la liberté de conscience.**

En tant que D.D.E.N. nous sommes neutres ; c'est la laïcité qui nous gouverne.

***Question :** La France est seule en Europe pour défendre la laïcité et les D.D.E.N. sont aussi seuls à défendre le principe institutionnel. Il est important que le débat soit porté sur la place publique d'autant plus qu'il n'y est fait aucune allusion dans la campagne présidentielle.*

Eddy Khaldi : Non, nous ne sommes pas les seuls. En Belgique la laïcité est majoritaire car elle concerne aussi bien les athées, les agnostiques que toutes les religions. On a le droit de ne pas être religieux.

Au niveau européen, principe reconnu de « liberté de conscience » qui est mis sur le même plan que « liberté de pensée » et « liberté religieuse » (Article 4).

En France, il n'y a pas de conflit entre « liberté de conscience » et « liberté religieuse » donc, pas de délit de blasphème. La laïcité est un principe universel ; le droit national est prioritaire par rapport aux autres droits européens. La loi du 15/03/ 2004 sur le port de signes religieux est conforme aux principes européens.

La loi ne reconnaît que des citoyens, pas des communautés. La République garantit le libre exercice des cultes sous respect des libertés collectives, pas individuelles. **La loi ne « reconnaît » pas les cultes. Elle les « connaît » seulement.**

***Question :** Et les accompagnantes voilées pour des sorties scolaires ?*

Eddy Khaldi : Une grande confusion règne. Entre 1886 et 2004, il n'y a rien eu dans la loi qui cite et explicite la laïcité. Ensuite M. Jospin ne voulait pas relancer la guerre scolaire et le terme « laïcité » n'a pas été inscrit dans la loi d'Orientation.

On ne doit pas laisser les écoles trancher ce problème. C'est le Ministère, l'Etat qui a force de loi (loi du 15/03/2004). Les lycéens considèrent la loi comme liberticide car on n'a pas assez précisé qu'il s'agissait de la liberté de conscience ; donc, il ne doit y avoir aucune pression, aucun prosélytisme religieux dans l'école.

Il faut préserver la liberté de conscience de l'accompagné dans le contexte scolaire. Ce n'est pas la liberté de conscience de l'accompagnant qui prime.

Les lois Ferry étaient suffisantes donc demande d'abrogation de la loi Debré notamment ; les fonds publics vont aux écoles publiques ce qui permet de lutter aussi contre les demandes de fonds de la part de l'islam. L'Etat met sa propre concurrence sur l'école publique laïque en finançant l'école religieuse.

Le rapport à l'école s'est individualisé donc revendication des droits des usagers depuis fin 1980 avec les problèmes du port du voile. De même la liberté d'enseignement a été récupérée par certaines confessions.

***Question :** Quid des programmes contestés en Sciences, Histoire-Géographie, etc.... ?*

Eddy Khaldi : Se référer à la Charte de la Laïcité de 2013, à annexer au Règlement intérieur des écoles. Voir aussi le Vademecum de la laïcité des Maires de France (2018) et celui du Conseil des Sages.

***Question :** Comportements difficiles à gérer dans les écoles, manque d'autorité de certains parents, problèmes relationnels entre parents, directeurs, enseignants...*

Eddy Khaldi : Importance d'être sur le terrain et de soutenir les directrices et directeurs, médiation à assurer. Rencontrer les maires et faire un travail d'équipe. Penser aux journaux municipaux.

Fin de l'assemblée générale à 12h15.